

COMMUNIQUE

Le Président de la République vient donc d'annoncer ce qui était largement pré-communiqué depuis plusieurs jours : Un nouveau re confinement, faisant suite au premier confinement du printemps et aux divers couvre-feux instaurés dans de nombreux régions et départements.

Si la Fédération prend acte de cette décision et s'adaptera en conséquence, comme elle avait dû le faire au printemps, elle tient à rappeler la genèse de cette situation qui n'est pas exclusivement due à un virus tenace et capricieux.

Depuis des années, notre fédération, et notamment notre syndicat national du Ministère de la Santé, le SNPASS, s'insurge, avec la Fédération des personnels de la santé et la Confédération, contre le délitement organisé de notre réseau de santé, via, notamment, la liste n'étant malheureusement pas exhaustive, des restrictions budgétaires insensées, des tarifications à l'activité injustes et mélangeant de façon éhontée qualité de soins et rentabilité, un déclassement de l'hôpital public, un affaiblissement de l'attractivité des métiers, des fermetures de lit pensées par un objectif purement comptable...

Alors, très sincèrement, nous n'étions pas plus surpris que cela, à l'annonce de l'insuffisance de stocks de masques et de tests, de lits de réanimation, de personnels disponibles et formés. Nous sommes aujourd'hui en colère, car lorsque nous développons nos arguments nous avons alors en retour qu'indifférence et mépris.

Ce gouvernement comme les précédents, façonnés au même moule libéral, sacrifieraient notre système de santé sur le seul objectif de baisse drastique des dépenses publiques, alors que le budget consacré à la santé n'est pas une dépense mais bel et bien un devoir d'un Etat républicain vis-à-vis de ses citoyens.

La dernière annonce prise du fait de l'insuffisance de lits de réanimation, imputable à l'impéritie des derniers gouvernements, nous inquiète davantage, car si tout est confiné, le travail lui reste une priorité. Les travailleurs et salariés devront donc s'exposer pour sauvegarder une économie chancelante, s'exposer aux transports en commun, aux lieux de travail au sein desquels le télétravail a du mal à se mettre en

place, s'exposer à des postes de travail pas toujours sécurisés, et qui le seront d'autant moins que les instances chargées d'y veiller, les CHSCT, sont supprimées concomitamment !

L'heure des comptes viendra. En attendant confinement ou pas nous veillerons à ce que la santé prévale sur les profits...

Le 29 octobre 2020